



Communiqué de l'Intersyndicale UNSA - FO - CGT du 25 octobre 2023

À l'approche de la prochaine instance de dialogue social prévue pour demain, nous, représentants de l'intersyndicale UNSA - FO - CGT, tenons à exprimer notre vive préoccupation.

Malgré la proximité de cette date, nous ne disposons que de l'ordre du jour et d'aucun document support. Il est essentiel de rappeler que cette Commission de Dialogue Social, initialement prévue le 10 octobre 2023, avait été annulée puis reportée au 26 octobre en visioconférence.

Lors de la réception de l'ordre du jour (lundi 23 octobre...), nous avons constaté la présence de 5 dossiers !

Dont l'un semble pointer vers une possible réduction des remplacements d'agents absents dans les lycées. Cela soulève l'inquiétude quant à la continuité du service public en l'absence de remplacement. Toutefois, nous n'avons accès à aucune information concrète, et nos inquiétudes restent basées sur des suppositions. Si ce dossier concernait effectivement le remplacement systématique des agents absents, évitant ainsi une charge supplémentaire pour les agents présents, l'intersyndicale se féliciterait évidemment de cette initiative.

Après avoir mené un combat acharné tout le mois d'octobre pour le maintien d'une forme de compensation du salaire des agents gravement malades, la manière dont se profile la première réunion de dialogue social "de retrouvailles" du 26 octobre avec les représentants de l'autorité territoriale est pour le moins décevante...

L'intersyndicale UNSA-FO-CGT tient à exprimer avec fermeté son désaccord quant à la tenue de la prochaine réunion en visioconférence, et ce, sans la mise à disposition préalable de

documents supports. Nous refusons catégoriquement que cette instance soit instrumentalisée comme un simple alibi, visant à prétendre l'existence d'un dialogue social de qualité au Conseil régional.

Il émane de cette organisation précipitée et insatisfaisante le sentiment persistant que les représentants de l'autorité territoriale souhaitent une nouvelle fois imposer leurs directives, en réduisant le dialogue social à une simple formalité. Cette approche, où l'assentiment est attendu et toute forme de contestation ou de désaccord est perçue comme une incompréhension, est non seulement regrettable, mais aussi préjudiciable à la qualité des échanges et à la construction d'un véritable partenariat social.

La posture adoptée par l'autorité territoriale semble claire : *"Si vous êtes d'accord, c'est que nous sommes incontestablement les meilleurs. Si vous n'êtes pas d'accord, c'est que vous ne saisissez pas la situation."* L'intersyndicale refuse de se plier à cette dichotomie simpliste et réductrice. Nous appelons à un véritable dialogue, respectueux et constructif, où chaque partie est entendue et considérée avec sérieux.

Cette Commission de Dialogue Social du 26 octobre 2023 semble, dès lors, être placée sous le signe de la tension (stratégie de l'autorité territoriale ?), de la seule responsabilité des représentants de l'autorité territoriale. Face à cette situation, l'intersyndicale UNSA - FO - CGT demande à l'administration de reconsidérer l'organisation de cette visioconférence.

Il est impératif que nous puissions travailler dans des conditions favorables, afin d'examiner correctement les dossiers et, si nécessaire, d'élaborer des contre-propositions constructives.